

Construire un nouveau sens du vote et un autre rapport aux institutions

par Pierre Zarka

Je partirai de la capacité d'indépendance dont ont fait preuve plusieurs millions d'hommes et de femmes vis-à-vis de toute autorité institutionnelle. Cela ne s'est pas fait sur la base du populisme, et la position officielle du PS n'a pas débouché sur « la gauche et la droite c'est la même chose ». Pour la première fois, cette appropriation a ouvert une brèche dans la marche au bipartisme. Il en découle une situation qui repose sur de l'exaspération et une tension sourde qui nous dit qu'il y a une certaine urgence à aller plus loin.

Le PS vient de confirmer son engagement en faveur du social-libéralisme mais il ne craindra pas d'accumuler les promesses ; le débat à gauche ne se joue donc pas simplement sur propositions contre propositions mais sur conception et finalité de la société. Le travail sur projet communiste n'est pas à mes yeux la cerise sur le gâteau mais le fond qui déterminera en grande part la capacité à passer d'un rejet global mais flou du néo-libéralisme à la capacité de construire une politique alternative dont la crédibilité viendra de la démonstration que la société peut fonctionner autrement. Nous avons besoin de montrer devant chaque cas concret que le choix pour la société n'est pas entre libéralisme et collectivisme. C'est d'abord là que se joue l'apport communiste.

Comment à partir de la situation créée aborder enjeux électoraux ? Le référendum pose aussi la question du rapport organisations-« gens ». Jusqu'à présent toute forme d'efficacité a reposé sur la capacité de l'organisation à « diriger » les « non-organisés ». Or, c'est peut-être cela le plus marquant et prometteur de ce qui a commencé à changer.

Cela ne nie pas le levier que sont les organisations ; cela les appelle à abandonner tout égocentrisme : le centre c'est le peuple. Leur apport n'en est pas moins décisif, il est plus complexe et aux ambitions plus vastes : il réside en parti-pris comme repère mental, en éléments de savoirs, en initiatives qui permettent de passer de l'individuel à la force politique, mais sans rien perdre de soi ; cet apport favorise des mouvements d'appropriation et d'émancipation.

Que l'Humanité ait publié le projet constitutionnel, que l'Appel des 200 se soit constitué, que Copernic, le PC, la LCR, Attac, le MARS, des responsables du PS et des Verts, la CGT, la FSU, SUD, de nombreuses associations aient pris des initiatives, a permis à des hommes et des femmes très divers d'être alertés sur les enjeux et de mesurer qu'il leur était possible de participer à un mouvement collectif. Celui-ci a largement dépassé l'addition des forces citées. On peut dire qu'en

étant ensemble elles ont élargi les bases de rassemblement. Mais cela n'aurait jamais suffi à faire une majorité. La dynamique suscitée par les organisations a entraîné de nombreuses prises d'initiatives « autonomes ». Cet espace entre la sphère militante et l'ampleur du mouvement de masse est ambivalent : il montre l'étendue de ce que cette démarche ouvre comme possibles et interdit d'assimiler ce mouvement à une remontée automatique du parti.

Or, plus le libéralisme cogne dur et plus les gens votent de manière « opportuniste » : nous connaissons tous des personnes qui ne peuvent pas sentir le PS mais qui au final, votent pour lui, simplement parce qu'il est fort. Pressés par le poids des difficultés bien souvent on préfère choisir un cheval boiteux mais qui a toutes les chances de gagner que les porteurs de propositions imparables mais qui n'ont aucune chance d'accéder au pouvoir. C'est sur cette base délégataire que nous nous sommes, malgré tout ce qui s'était dit ici avant l'élection de 1997, enluisés dans un face à face stérile avec le PS. Si nous attendons ou donnons l'impression d'attendre de 2007 simplement de nous limiter à viser battre la droite en souhaitant que la gauche soit à gauche, nous alimentons des soupçons à notre encontre et nous faisons voter socialiste ; si nous donnons l'impression que nous renvoyons l'alternative à une autre fois, nous faisons voter socialiste et dans les deux cas tout repart vers le bipartisme. Et même sous une autre forme, déboucher sur l'appel à « rééquilibrer la gauche » au profit du parti ne fera pas le poids.

Le seul moyen d'en sortir est de revisiter le sens même du vote : vote-t-on pour être bien représenté par quelqu'un que l'on reverra de temps en temps ? Ou vote-t-on pour un ou partenaire avec lequel on travaille continuellement pour se donner à soi-même du pouvoir, notamment celui de faire irruption dans la sphère institutionnelle ? Autrement dit, l'enjeu du processus n'est-il pas pour les gens de se doter de pouvoirs d'élaboration mais aussi d'intervention jusque dans l'espace des institutions pour ne plus être déçus après avoir battu la droite ? C'est la perspective de cette capacité nouvelle, et le fait qu'elle doit durer après l'élection qui rendent crédible des perspectives transformatrices. Cela ne se fera pas sans les organisations qui veulent rompre avec le capitalisme. C'est un rassemblement analogue à celui du 29 mai qui peut tirer toute la gauche hors de l'attraction exercée par la résignation devant la puissance du capitalisme. Je rejoins ici, ce que disait Calabuig sur l'existence de deux pôles contradictoires à gauche, l'un cherchant des ruptures radicales, l'autre se résignant à la domination du capital.

Ces mêmes questions devraient nous conduire à travailler sur le rôle des élus ainsi que sur la fonction et conception du parti et à ne pas nous contenter d'évoquer les statuts qui ne sont que le règlement intérieur de quelque chose que nous n'avons pas encore redéfini.